

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 115 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2781 - Prix : 1€

**ÉDITORIAL** de  
Nathalie Arthaud  
Guadeloupe : qui  
sème la misère  
récolte la colère !

Présidentielle : la  
droite dans les  
poubelles de  
Zemmour *Page 3*

COP 26 : la planète  
aux mains de fous  
dangereux *Page 6*

Air Austral :  
ouverture des livres  
de comptes ! *Page 7*

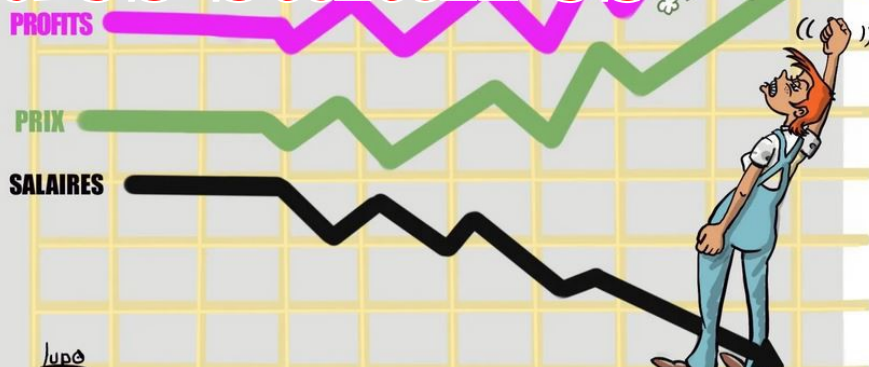
Korbey d'Or : les  
dirigeants coincés les  
mains dans la  
corbeille ! *Page 9*

Guadeloupe  
Martinique  
La colère monte

*Pages 10 & 11*

# Les profits s'envolent, les prix aussi

# Il impose l'augmentation des salaires



## Guadeloupe : qui sème la misère récolte la colère !

La mobilisation contre le passe sanitaire et l'obligation vaccinale, particulièrement forte aux Antilles depuis l'été, vient de se transformer, en Guadeloupe, en mouvement de révolte générale.

Le jour, les piquets de grève et les barrages rassemblent des travailleurs de la santé, des salariés de l'hôtellerie-restauration, des sapeurs-pompiers, des enseignants, des travailleurs des Ehpad ou encore des travailleurs d'ArcelorMittal en grève depuis plus de deux mois. La nuit, ce sont des bandes de jeunes qui cherchent à défier la police en allumant des incendies ou en pillant.

L'étincelle qui a mis le feu aux poudres est la suspension sans salaire des travailleurs de la santé non-vaccinés. Comme ici en métropole, de nombreux soignants ont vécu l'obligation vaccinale, assortie de menaces et de sanctions, comme une énième humiliation. Et on les comprend !

L'État les a envoyés au front du Covid au péril de leur santé, sans leur fournir le matériel de protection élémentaire. Il a toujours refusé d'accorder les moyens nécessaires en matériel, en équipement et en personnel aux hôpitaux, et voilà qu'il s'érige en donneur de leçons et qu'il sanctionne ceux qui ne sont pas prêts à se faire vacciner en les suspendant sans salaire !

La vaccination est un moyen puissant pour combattre l'épidémie, mais les méthodes autoritaires qui l'accompagnent n'ont rien de sanitaire. Elles sont hautement politiques et servent d'abord à mettre au pas les travailleurs et la population. De fait, la non-vaccination est devenue un nouveau motif de licenciement, une attaque anti-ouvrière de plus, c'est ce que combattent les travailleurs de la santé en Guadeloupe et en Martinique, et c'est bien légitime.

Et qui peut s'étonner de la méfiance vis-à-vis de la parole des autorités de santé aux Antilles ? Pendant des décennies, elles ont autorisé les patrons de la banane à utiliser le chlordécone, un pesticide cancérigène qui a empoisonné ouvriers agricoles, sols et nappes phréatiques.

Parmi les raisons qui alimentent la révolte actuelle, on retrouve tous les ingrédients qui avaient déjà fait exploser la colère en 2009 avec le mouvement contre la « profitation » : l'extrême pauvreté, l'abandon et la déshérence d'une bonne partie de la jeunesse condamnée au chômage, les bas salaires, la vie chère et l'incurie de l'État.

Le gouvernement et les commentateurs n'ont pas de mots assez durs contre les bandes de jeunes casseurs qui sèmeraient « l'anarchie » et « le chaos ». Mais quand il n'y a pas d'électricité ni d'éclairage public pendant des mois, quand le ramassage des ordures est sporadique, c'est aussi une forme de chaos. Et celui-ci est organisé par l'État ! Les coupures d'eau font tellement partie du quotidien que les habitants de certains quartiers sont forcés de se déplacer vers des points où l'eau arrive : une école, un parc, le long d'une route, et ce depuis des années ! Serait-ce imaginable dans un département de métropole ? Non !

Il y a dans la façon de traiter la population antillaise une forme de mépris colonial insupportable. Ce qui est considéré comme un minimum en métropole ne l'est pas pour la Guadeloupe et la Martinique. Le gouvernement se vante d'avoir ramené le chômage à 8 % en métropole, eh bien, il s'élève à 17 % en Guadeloupe ! Quand la pauvreté frappe 14 % de la population dans l'Hexagone c'est 34 % en Guadeloupe. Et comment la jeunesse de l'île pourrait-elle ne pas se sentir méprisée quand elle ne trouve ni emploi ni formation sur place ?

La hausse des prix prend, aux Antilles, une tournure vertigineuse. Rien que le pain a augmenté de 68 % ! Tout cela avec des salaires et des pensions qui sont, comme en métropole, bloqués, quand ils ne sont pas baissés du fait de la suppression de certaines primes.

Si la cocotte-minute a explosé, Macron en est le responsable et, en envoyant des forces du Raid ou du GIGN, il ne fait que rajouter de l'huile sur le feu.

Pour l'instant, la colère prend des formes diverses, mais elle peut et doit être orientée contre le gouvernement et le patronat. Les travailleurs sont capables de le faire s'ils utilisent la force de la grève. En s'organisant à partir des entreprises, en arrêtant de produire les profits patronaux, le monde du travail peut avancer ses revendications, qui constitueraient un progrès pour toute la population : des embauches, des augmentations de salaire et leur indexation sur les prix, des moyens pour des services publics en déshérence...

Alors oui, une telle révolte sociale serait source d'inspiration pour nous tous ici !

Nathalie Arthaud

## Présidentielle : la droite dans les poubelles de Zemmour

Lors de leur second débat, le 14 novembre sur BFM-TV, pour se départager dans la primaire de la droite, les cinq candidats LR ont fait assaut de démagogie anti-immigrés et sécuritaire, un débat qui pourrait très facilement intégrer Le Pen et Zemmour, on n'y verrait guère de différence. Mais ces réactionnaires avoués ne sont pas les seuls à se pousser toujours plus à droite. Récemment, c'est Arnaud Montebourg qui a voulu s'en prendre aux travailleurs aidant financièrement leur famille restée au pays. Quant à Jean-Luc Mélenchon, il est vrai qu'il a eu de la compassion pour les migrants qui grelottent dans les forêts d'Europe orientale : il veut bien les mettre à l'abri, mais à condition que ce soit en Biélorussie, le plus loin possible de la France, en quoi il ne se distingue pas de la droite

et du gouvernement.

Dans ce concours, on ne sait pas à qui décerner la palme de la démagogie et de la bêtise. Pour les cinq concurrents LR, l'inquiétante question du réchauffement climatique mondial n'existe pas, pas plus que la résurgence de la pandémie, et encore moins les problèmes quotidiens des familles populaires confrontées à la hausse des prix. Non, c'est en crachant sur la fraction la plus exploitée de la classe laborieuse, celle qui est privée de nombreux droits et accusée de tous les maux, les immigrants, qu'ils espèrent gagner des voix.

Tristes personnages qui prétendent mener un débat politique mais font penser, comme dans un proverbe napolitain, à ces « coqs perchés sur un tas d'ordures ».



## Présidentielle : toujours plus à droite

Après la ministre de la Culture Roselyne Bachelot qui roule pour Macron, c'est Michel Barnier l'un des candidats déclaré du parti Les Républicains (à droite) à l'élection présidentielle, qui est venu à La Réunion les 12 et 13 novembre faire son tour de propagande.

Ce candidat à l'investiture LR, ancien ministre des Affaires étrangères et européennes, de l'Agriculture, de l'Alimentation ; ancien Commissaire européen, entre autres, est venu présenter son soi-disant « projet de rupture avec le pouvoir sortant ».

Par « rupture », Barnier entend durcir encore plus les mesures et les lois actuelles contre les immigrants en France et en Europe. Il propose, par exemple, la suppression du droit du sol à Mayotte pour « stopper le flux migratoire » dans l'île.

Comme ses autres amis de droite et Macron lui-même, Barnier laboure

le terrain de prédilection de Le Pen et de Zemmour en tentant de leur couper l'herbe sous les pieds pour s'attirer les voix des électeurs qui pencheraient vers l'extrême droite.

Les postulants en concurrence pour gérer les affaires de la bourgeoisie s'arrachent les idées les plus nau-

séabondes qui semblent avoir le vent en poupe.

Il appartiendra aux travailleurs, à la classe de ceux qui font vivre et fonctionner la société, de faire la révolution qui enverra tous ces petits laquais aux poubelles de l'histoire.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ**  
**VENDREDI 26 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT**  
**SAMEDI 27 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 5 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE**  
**SAMEDI 11 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**



## Multinationales : record de dividendes battu

Les plus grandes entreprises mondiales devraient verser, pour l'année 2021, 1 460 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires, un record. C'est plus de quatre fois le budget de la France.

Dans tous les secteurs de l'économie (luxe, pétrole, laboratoires pharmaceutiques, automobile, transport maritime...) les multinationales ont fait des profits considérables. Grâce à l'explosion des prix des matières premières, plus de 54 milliards de dollars de dividendes ont été distribués aux actionnaires des groupes miniers sur le seul troisième trimestre, plus que le montant versé pour toute l'année 2019.

Toutes les grandes multinationales, quel que soit leur secteur d'activité, ont des positions de quasi-monopole qui leur permettent d'imposer des prix très élevés. Ainsi, elles contraignent les entreprises moins puissantes avec qui elles traitent à rogner sur leurs marges. Les travailleurs en subissent les conséquences directes car dans chaque entreprise le patron leur mène la guerre pour accroître l'exploitation et maintenir ainsi ses bénéfices. Et en bout de course, les travailleurs paient encore car les hausses des prix finissent par se répercuter sur les produits de consommation.



## Moderna : les vaccins, ça rapporte

Le PDG du laboratoire pharmaceutique Moderna, le français Stéphane Bancel, a reçu le prix du « Stratège de l'année » décerné par le journal *Les Échos*, le journal du milliardaire Bernard Arnault. Bancel, qui s'est enrichi de façon fulgurante en vendant très cher son vaccin, méritait bien la reconnaissance des siens. Créée en 2011, sa société était au départ une start-up misant sur une nouvelle technologie révolutionnaire, celle de l'ARN messager. Cette technologie avait été développée pendant des dizaines d'années dans des laboratoires de recherche publics aux États-Unis et ailleurs. Mais Moderna a su s'approprier les découvertes en déposant les brevets qu'il fallait.

Avant l'épidémie de Covid-19, le PDG de Moderna avait aussi su « vendre du rêve [de profits] aux investisseurs » comme le dit le journal qui lui a décerné son prix. Mais, pendant dix ans, l'entreprise n'avait commercialisé aucun médicament. La valeur de son action en Bourse était avant tout le résultat de la spéculation dans ce secteur.

Quand le coronavirus est arrivé, Donald Trump, pour aider les trusts pharmaceutiques américains à



prendre de vitesse leurs concurrents dans la mise au point d'un vaccin, a mis en place une structure étatique chargée de distribuer près de 10 milliards de dollars d'aides publiques. Pour récupérer ces aides, Moderna, qui n'était pas le plus gros laboratoire, loin de là, avait un atout dans sa manche : le responsable de la structure était un ancien dirigeant de Moderna, toujours actionnaire et très lié à Bancel.

Grâce aux subventions et aux commandes de vaccins par l'État américain, Moderna est alors passé dans la cour des grands. Alors qu'en 2019 son chiffre d'affaires était de 60 millions de dollars, il est passé à 800 millions de dollars en 2020 et devrait être compris entre 15 et 18 milliards de dollars cette année. Le laboratoire a en effet profité du prix extrême-

ment élevé de son vaccin, vendu de 15 à 20 euros la dose pour un coût de fabrication d'un euro ou moins. En Bourse, l'action s'est envolée et la capitalisation du laboratoire atteint presque les 100 milliards de dollars.

Dans cette histoire tout est exemplaire : l'accaparement des résultats de la recherche publique, l'ampleur des subventions étatiques, l'engouement spéculatif et les surprofits réalisés grâce aux prix exorbitants des vaccins. Ainsi se font les fortunes.



## Grande sécurité sociale : petite combine électorale

Le ministre de la Santé plaide pour ce qu'il appelle une grande sécurité sociale, c'est-à-dire la fin des mutuelles et complémentaires santé par leur intégration dans le système général.

La Sécurité sociale remboursant fort mal les soins dentaires, les lunettes et les prothèses auditives, l'adhésion à une mutuelle qui les rembourse est une nécessité. Mais c'est une nécessité coûteuse, surtout pour les retraités. 5 % des assurés sociaux n'ont pas de quoi cotiser à une mutuelle et une partie des travailleurs sont sans statut et donc sans assurance, sans couverture sociale et sans retraite.

Pour l'instant, la Sécurité sociale continue de prendre en charge à 100 % les affections de longue durée, les maladies graves et les opérations coûteuses. Mais la liste des

médicaments déremboursés s'allonge et on trouve de plus en plus de malades sans soins, faute de moyens financiers. La question de la prise en charge des soins médicaux est donc réelle, elle est même cruciale pour les retraités modestes.

Ce gouvernement qui étrangle la santé publique et puise dans les caisses de la Sécurité sociale prétend aujourd'hui vouloir une « grande sécu » remboursant tout le monde à 100 % et accuse les mutuelles de mauvaise gestion. Cela sert à Véran et Macron de thème le temps de la campagne électorale, qui sera vite oublié après.

La Sécurité sociale et le système des mutuelles consistent à faire assumer à l'ensemble des travailleurs les frais de santé des familles, des malades, des accidentés et des retraités. Ce système, qu'il soit conçu

et géré par les travailleurs eux-mêmes comme au début du mouvement ouvrier, par des syndicats plus ou moins institutionnalisés ou par l'État de la bourgeoisie ne peut être qu'un palliatif. Il ne protège vraiment que la fraction supérieure de la classe ouvrière, aux époques de prospérité économique. Il tombe en quenouille lorsque le salaire réel s'effondre, que le chômage augmente et que la précarité devient la règle.

Ni les promesses de Macron, ni les assurances des mutuelles, ni les plans mirobolants des directions syndicales n'arrêteront la dégradation du remboursement des dépenses de santé. Pour l'empêcher les travailleurs auront à imposer au patronat un tout autre rapport de force.

## Banques : ça baigne pour elles

L'argent coule à flots pour les actionnaires des banques. L'indice Euro Stoxx Banks qui regroupe les actions des 22 plus grandes banques européennes, dont quatre françaises, avait baissé d'environ 25 % en 2020. Mais en 2021 il est déjà en hausse de 44 % pour les trois premiers trimestres.

Pour ne citer que la Société générale, son action a augmenté de 74 % depuis le début 2021 et elle annonce 1,6 milliard de bénéfices sur le troisième trimestre 2021. Les actionnaires sont d'autant plus aux anges que, depuis le 30 septembre, la Banque centrale européenne (BCE) a levé toutes les mesures qui limitaient les versements de dividendes aux actionnaires et qui avaient été adoptées en principe pour qu'elles gardent suffisamment de fonds pour faire face à la crise. Au total, d'ici la fin de 2022, près de 140 milliards d'euros pourraient être redistribués en cash aux actionnaires des banques européennes.

Pendant ce temps, toutes ces banques ont continué à s'en prendre

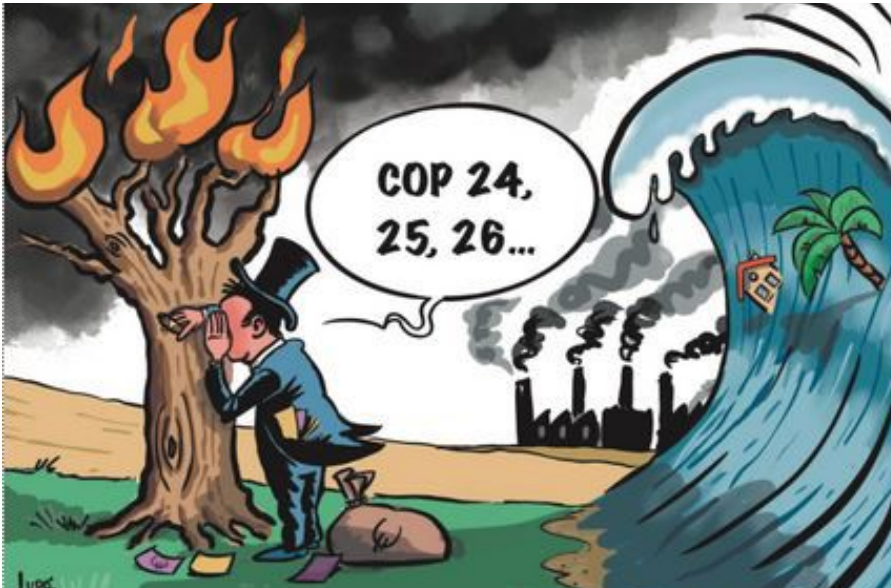
aux travailleurs du secteur. En France, près de 3 700 agences ont fermé depuis dix ans. La Société générale et le Crédit du Nord, lors de l'annonce de leur fusion en mars 2021, se félicitaient de la fermeture d'ici 2025 de 600 agences supplémentaires et le LCL annonçait 250

fermetures d'ici 2023.

Des bénéfices qui explosent pour les actionnaires, des emplois sacrifiés et des conditions de travail dégradées pour les salariés du secteur bancaire. Il y a là tout un symbole de ce concentré du capitalisme en crise que sont les banques.



## COP 26 : la planète aux mains de fous dangereux



Alors que les scientifiques ont démontré depuis longtemps sur quelle pente dangereuse entraîne le changement climatique, alors que, de fait, la catastrophe a déjà commencé, la COP 26 s'est séparée le 13 novembre sur des vœux pieux.

Ces vœux ont bien été mouillés des larmes du président de la conférence lorsqu'il fallut transformer dans la déclaration finale le mot « fin » en « limitation » de l'utilisation du charbon. Mais, de toute façon, les grandes industries qui extraient ou utilisent ce combustible, les banques qui les soutiennent et les États à leur service font ce qu'ils veulent. 26 COP et des milliers de discours n'ont pas empêché les rejets

de gaz à effet de serre d'augmenter, les déchets de s'accumuler, la vie et sa diversité de régresser sur cette planète. Les jeunes militants écologistes ont donc bien raison de dire que la COP 26 n'a été que du blablabla. Il ne sert qu'à masquer les affaires des multinationales et la complicité des gouvernements.

La question n'est pas technique, elle est politique puisqu'il faudrait organiser autrement toute l'activité humaine. Or la société capitaliste, uniquement guidée par la recherche du profit, est incapable de se corriger elle-même. L'attitude d'un groupe comme Total suffit abondamment à le montrer. Cette entreprise, parfaitement avertie des dégâts écologiques

engendrés par l'activité pétrolière et les rejets de gaz à effet de serre, a œuvré soixante-dix ans durant pour les dissimuler au public. Le groupe pétrolier a accompli tout cela avec l'accord et le soutien de l'État français, avec pour seul motif que s'il ne l'avait pas fait, ses concurrents l'auraient fait à sa place. Aujourd'hui il continue de même, tout au plus en ayant changé de nom.

On peut raconter la même histoire à propos de tous les groupes capitalistes et de tous les États qui les protègent. Le pillage, la destruction de la nature, le mépris de l'intérêt collectif comme de celui des générations futures accompagnent nécessairement les sociétés basées sur la propriété privée du capital et l'exploitation du travail humain. La catastrophe écologique qui commence est un aspect, le plus médiatisé si ce n'est le plus menaçant, de l'agonie catastrophique du capitalisme, incapable de survivre autrement qu'en détruisant les deux ressources essentielles, la nature et les travailleurs. À moins de croire que la nature se défendra elle-même comme le suggère le film Avatar, le seul espoir réside dans la révolte consciente des prolétaires pour retirer la direction de la société à ces fous dangereux.

## Salon du Made in France : ceux qui tricolorent...

Le salon du Made in France s'est tenu à Paris du 12 au 14 novembre. Le « produire et consommer français » est présenté comme la solution miracle au chômage, aux bas salaires et même désormais au réchauffement climatique.

Ce salon a été inauguré par deux ministres de Macron et a reçu la visite du vert Yannick Jadot, de l'insoumis Jean-Luc Mélenchon, de la candidate de droite Valérie Pécresse et de ceux d'extrême droite, déclarés ou non, Dupont-Aignan, Le Pen et Zemmour. L'ex-ministre de Hollande, Arnaud Montebourg, quasi-père fondateur du salon en 2012,

était présent à double titre : pour vendre sa candidature à la présidentielle et le miel de son entreprise baptisée Bleu-blanc-ruche – 8,49 euros les 250 grammes de miel de lavande tout de même.

Tous ont promis des subventions, des baisses d'impôts pour les patrons bien français qui respecteront un label bleu-blanc-rouge, chacun dans les nuances qu'impose leur positionnement sur l'échiquier politique. En fait, derrière ce qu'ils appellent le patriotisme économique, les patrons flairent les subventions publiques que les gouvernements, toutes tendances confondues, leur déversent généreu-

sement ou sont prêts à leur déverser.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de cette tromperie du « produire et consommer français ». Outre que la production dans le système capitaliste n'a plus de base nationale depuis des générations, même un slip 100 % français est fabriqué avec du coton importé. Le patriotisme économique distillé par la gauche, la droite ou l'extrême droite, au-delà des objectifs électoralistes, sert surtout d'écran de fumée pour dissimuler que les véritables ennemis des travailleurs dans la lutte pour un emploi et un salaire, sont les patrons, français ou pas.



## Air Austral : ouverture des livres de comptes !

**Dimanche 14 novembre, une centaine de salariés de la compagnie aérienne régionale Air Austral ont manifesté devant la préfecture à Saint-Denis**

Air Austral, entreprise régionale d'aviation civile, dont l'actionnaire principal est la Région Réunion a en effet de subi de plein fouet les conséquences de la crise Covid de par la fermeture des frontières des pays voisins tels que Madagascar, Maurice, l'Afrique du Sud et l'Inde et de la forte diminution des vols entre la France et La Réunion.

Cependant elle a bénéficié coup sur coup d'aides publiques massives. Un prêt lui a été garanti par l'État (PGE) de 30 millions d'euros en avril 2021 et 120 millions d'euros de financements qui lui avaient déjà été accordés au titre de 2020, dont 80 millions de nouveau via des prêts garantis par l'État.

Enfin, dernièrement, une nouvelle aide de l'État de 20 millions d'euros va tomber dans son escarcelle au titre du programme du fonds de développement économique et social (FDES).

La Région a de son côté décidé en avril dernier en séance plénière de renflouer la compagnie à hauteur de 40 millions d'euros, 15 millions sous forme de prêt et 25 millions en emprunt obligataire.

Air Austral a aussi mis la pression sur ses salariés en négociant deux dispositifs permis par les ordonnances Macron de 2017 : un accord de Performance Collective, avec la complicité des syndicats, instaurant le gel des salaires sur trois ans et la perte de leur 13ème mois, et un accord de Rupture conventionnelle collective en vue du départ « volontaire » de 10 % des effectifs.

À côté de cela, Air Austral a aussi pu bénéficier des aides de l'État prévues dans le dispositif du chômage partiel.

C'est dans ce contexte de crise que des négociations se sont ouvertes depuis plusieurs mois entre la direction d'Air Austral et un de ses



Flickr

concurrents, Corsair. Négociations secrètes où les travailleurs et leurs représentants n'ont pas été conviés.

Les patrons d'Air Austral et de Corsair sont preneurs des gros sous de l'État et des collectivités (par le biais aussi des millions de subventions mis à disposition par la Région dans le cadre de la « Continuité territoriale » pour l'achat des billets), mais il n'est pas question pour eux de rendre quelques comptes que ce soit à leurs travailleurs et au-delà à la population.

C'est ce qu'ont dénoncé les manifestants en exigeant qu'ils soient associés à ces discussions.

Ils ont aussi affirmé avec force leur exigence que quelle que soit l'issue de ces négociations, quelque soit le patron dont ils dépendront demain, de voir tous leurs emplois et leurs salaires maintenus.

Le « joint-venture » que s'apprêtent à mettre en place Air Austral et Corsair a en effet pour objectif de rentabiliser encore plus leur business. Dans ce cadre on ne peut s'attendre qu'à ce que de nombreux emplois des deux entreprises se retrouvent en « doublon » et qu'ils soient supprimés, que les conditions de travail se dégradent, que des travailleurs soient mutés arbitrairement sur de nouveaux postes éloignés de leur domicile.

Les salariés d'Air Austral ont toutes les raisons de se méfier de ce qui se trame en haut lieu.

Ils ont reçu les soutiens de politiciens locaux tels que celui d'Huguette Bello, la nouvelle présidente PLR du Conseil régional, principal financeur de leur entreprise. Celle-ci a fait appel au sens du « patriotisme économique » du patronat réunionnais qu'elle sollicite pour renflouer un Air Austral criblé de dettes. Elle peut toujours rêver ! Les autres politiciens présents de droite comme de gauche (Morel, Naillet) ont tenu le même discours prônant l'union de tous les Réunionnais pour préserver l'« identité réunionnaise » de la compagnie régionale de transport aérien la qualifiant de « patrimoine réunionnais » au même titre que le maloya ou la culture créole !

Les dirigeants réunionnais d'Air Austral en tenant les travailleurs de leur entreprise en dehors des débats montrent qu'ils n'ont que faire de ces sornettes. Leur patrie, c'est leurs affaires, c'est leur direction exclusive des entreprises, c'est le partage des marchés et des profits. Ils n'ont l'intention de rendre de compte à personne !

Aussi faire croire aux salariés d'Air Austral que leurs patrons ont les mêmes intérêts qu'eux est un mensonge.



## Macron affiche son mépris de classe

Dans son allocution télévisée du 9 novembre dernier, Macron a déclaré qu'il restait « *toujours attaché* » à mener jusqu'au bout « *la réforme des retraites et souhaiter une hausse de l'âge du départ à la retraite* ». Au moins les choses sont claires. Macron, comme ses prédécesseurs, a l'intention de réduire par ce biais le montant moyen des retraites et d'épuiser au travail les anciens !

Il y a été aussi de son mépris contre « les chômeurs qui ne démontrent pas de recherche active d'emplois » alors que des dizaines de

milliers d'offres d'emplois resteraient non pourvues. Aussi a-t-il menacé ces récalcitrants d'une mesure de rétorsion : la suspension de leurs allocations !

À quels chômeurs faisait-il allusion ? À ceux qui, en métropole, refusent de quitter leur région dévastée par les fermetures d'entreprises pour aller chercher un emploi à plusieurs centaines de kilomètres de chez eux et en plus avec un salaire diminué ou à ceux résidant dans les DOM qui rechignent à s'expatrier à des milliers de kilomètres de chez eux pour occu-

per en métropole un CDD de quelques mois au Smic ?

Aux infirmières, aux professeurs des écoles qui ont démissionné de leur emploi pour cause de sous-effectifs, de burn-out et de manque de reconnaissance salariale ?

Macron montre une fois de plus son plus profond mépris pour les travailleurs et sa volonté de les mener à la baguette pour le plus grand profit de ses maîtres, les capitalistes.

À quand le retour de bâton de la part des travailleurs ? Le plus tôt possible sera le mieux !

## La mort utilisée pour rapporter du profit politique

Au lendemain de la mort de Gérard Canabady Moutien survenu le 15 novembre, les hommages ont plu de toute part. Le président du Conseil départemental, celui de la Chambre d'Agriculture, le préfet, les élus de droite comme de gauche, ont salué la mémoire de l'ancien secrétaire général adjoint du syndicat agricole FDSEA, président de Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles (Fdgdon).

La présidente de la Région Haut-Normandie Bello a fait part de son émotion en apprenant la disparition de ce chef d'entreprise agricole du sud de l'île qui avait hérité d'un grand domaine et des biens de son père Gilbert, un homme d'affaires bien connu, ami du grand patron local François Caillé.

Cette fortune du père, descendant d'engagé indien, n'était pas tombée du ciel. Elle a été accumulée sur le dos des travailleurs, en particulier des

ouvriers agricoles, à l'instar de tous ceux à qui le système capitaliste offre l'opportunité de s'enrichir sur l'exploitation du travail humain.

Toute disparition précoce d'une personne peut susciter un sentiment humain d'injustice. Mais les responsables politiques qui s'inclinent devant une telle réussite des exploités choisissent leur camp et ce n'est pas celui des travailleurs.

## Salaires : des augmentations à imposer

Selon Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, et alors que vont commencer les négociations annuelles obligatoires (NAO) entre les patrons et les syndicats, « *beaucoup d'entreprises augmenteront les salaires en 2022* ».

Est-ce une invitation à demander aux dirigeants du secteur privé d'augmenter les salaires, voire à l'État d'intervenir pour les obliger à compenser les pertes occasionnées à la fois à cause des prix qui s'emballent et de la perte de ressources causée par le confinement ? Certainement pas, le patron des patrons reste le défenseur de la « libre entreprise ». Tout au plus constate-t-il que, face à la pénurie de main-d'œuvre dans la restauration et le

bâtiment, les dirigeants d'entreprise de ces secteurs seront bien forcés de donner un coup de pouce aux salaires particulièrement bas s'ils veulent pouvoir recruter.

Dans la réalité, les travailleurs de nombre d'entreprises, privées ou publiques, constatent, eux, une chute de leurs ressources salariales à chaque fin de mois, due à un blocage de leur salaire venant après les pertes dues au confinement, ou conjuguée à une diminution importante des primes. Cette baisse du revenu mensuel peut aller jusqu'à plusieurs centaines d'euros, pendant que les énergies, l'alimentation, le textile et dernièrement le blé, entre autres produits de consommation courante, continuent leur course in-

flationniste.

Les contes mensongers de Roux de Bézieux ne peuvent masquer qu'en réalité les classes laborieuses ne cessent de s'appauvrir. Alors, attendre une hausse de ressources d'une hypothétique reprise économique peut tromper ceux qui n'ont aucun souci d'argent, mais pas les travailleurs pour qui la fin du mois arrive de plus en plus tôt. Quel que soit leur secteur d'activité, ceux-ci doivent se retrouver autour de la revendication commune d'une hausse des salaires conséquente, d'au moins plusieurs centaines d'euros par mois, garantie par une échelle mobile qui tienne réellement compte des hausses de prix.

## Le capitalisme crée la misère. Il faut le renverser !

En un an, de 2019 à 2020, le nombre de colis alimentaires distribués à La Réunion aux plus pauvres par la Banque alimentaire et la Croix Rouge a augmenté de 10 %.

Les bénévoles de ces associations ont aussi remarqué que le nombre de jeunes fréquentant leurs points de distribution n'a cessé d'augmenter. Ils pensaient que le nombre des demandeurs allait redescendre cette année. Il n'en est rien.

Macron a beau affirmer que « l'économie est répartie », les volumes d'affaires des patrons, leurs profits certainement, mais pas les emplois !

Sur dix emplois créés, neuf sont des emplois précaires de quelques mois. Pas de quoi faire face dans ces conditions même aux dépenses de base que sont l'alimentation, le loyer, les factures d'eau et d'électricité, les transports.

Les dépenses pour ces cinq postes

de base, communs à tous les travailleurs, chômeurs et retraités, n'ont cessé d'augmenter ces dernières années et encore plus ces derniers mois. Les prix du gaz, de l'essence, de l'électricité, de l'alimentation sont montés en flèche dépassant les 10 % annuels quand les salaires n'augmentaient que de 1 à 2 %.

Comment une personne seule peut-elle survivre avec un RSA mensuel de 565,34 € ?

Comment un travailleur au Smic, et à plein temps, peut-il faire face aux besoins de son foyer avec seulement 1258 euros par mois ?

Il n'y a alors rien d'étonnant de voir les catégories de travailleurs les moins bien rémunérés, les chômeurs, rejoindre les rangs de ceux qui font la queue pour récupérer des colis de fruits et légumes, quelques conserves, auprès des associations caritatives.

La situation sociale de dizaines de

milliers de personnes à La Réunion, de millions en métropole, qui se dégrade de jour en jour est une des conséquences néfastes du fonctionnement du système capitaliste en crise qui exclue de plus en plus de monde de la production de richesses. Les responsables de cette situation sont les capitalistes qui, pour augmenter leurs profits, rognent sur les salaires, dégradent les conditions de vie des travailleurs, accaparent l'argent de l'État.

Les actions des associations caritatives ne suffiront pas à faire face aux dégâts sociaux causés par le rouleau compresseur capitaliste. Y mettre fin nécessitera de s'attaquer au système d'exploitation capitaliste lui-même. Et cela, seule la classe ouvrière a les moyens humains et a intérêt à le faire.

## Korbey d'Or : les dirigeants coincés les mains dans la corbeille !

La Cour d'Appel de La Réunion a confirmé en l'aggravant la condamnation de deux dirigeants de la société d'aide à la personne Korbey d'Or pour détournement de fonds sociaux et enrichissement personnel.

Dix mois ferme pour l'un, six mois ferme pour l'autre, avec interdiction de gérer une société pendant dix ans. Ces messieurs ont décidé de porter l'affaire devant la Cour de Cassation en osant expliquer au tribunal que « les difficultés de Korbey d'Or étaient surtout liées à des faits extérieurs comme l'augmentation des frais ou la gestion des heures supplémentaires des salariés » !

Les 700 salariées de cette entreprise apprécieront, elles qui sont embauchées pour la plupart à temps partiel et au Smic, qui doivent utiliser, sans juste contrepartie, leurs véhicules personnels pour se déplacer d'un bénéficiaire à l'autre, sont menacées de licenciement dès qu'elles relèvent la tête ou privées de leurs

salaires quand elles sont en formation syndicale !

En l'occurrence, les deux lascars inculpés qui avaient « omis » de régler les impôts de leur société (1,7 million) et les cotisations sociales de leurs employées (5,5 millions) se permettaient en sus de surfacturer ou facturer des prestations indues à leur société pour 477 000 euros, d'enrichir d'autres sociétés parallèles avec les fonds de Korbey d'Or à hauteur de 1,9 million d'euros. Et pour couronner le tout, ne se refusant rien, avec l'argent détourné ils s'étaient constitué un patrimoine immobilier confortable, l'un d'une valeur de 145 000 euros, le deuxième de 420 000 euros et roulaient à bord de deux voitures de luxe dont les mensualités étaient payés par l'entreprise à raison de plus de 3000 € mensuels !

Tout cet argent détourné, volé aux travailleuses de Korbey d'Or et à la société, doit être restitué immédiatement. Il doit servir à augmenter les

salaires des travailleuses de Korbey d'Or et les dédommager de leurs frais professionnels. Il doit servir à transformer tous les contrats partiels en contrats à temps plein pour celles qui le souhaitent et à embaucher !



# DANS LES ENTREPRISES

## Transports scolaires : des reculs des patrons obtenus grâce à la grève

Suite à la grève déclenchée en août par les conducteurs de cars scolaires travaillant pour l'intercommunalité de l'Ouest (TCO) pour dénoncer le marché de dupes passé à leur détriment entre le nouveau prestataire de transport et les dirigeants du TCO, de nouvelles négociations se sont déroulées entre patrons du transport de personnes et syndicats de travailleurs.

Il en est ressorti que, dorénavant, les patrons transporteurs retenus sur un marché du transport scolaire au-

ront pour obligation de reprendre tous les travailleurs de la société ayant perdu ce marché et avec le maintien de toutes les conditions contenues dans leurs contrats (salaires, primes, ancienneté, etc.)

Cette avancée est à mettre au crédit de la lutte menée par ces travailleurs dont beaucoup n'ont pas été repris par le nouvel employeur ou alors avec de fortes pertes de salaires et avantages divers (5 millions d'économies réalisées à cette occasion par le TCO aux dires d'un syndicaliste!)

Un nouveau rendez-vous a été pris en décembre prochain pour l'application de la convention collective du transport de personnes dans toutes les entreprises réunionnaises concernées par cette activité et que l'immense majorité d'entre elles n'appliquaient pas, au grand détriment des milliers de travailleurs qui y travaillent, pour certains depuis des dizaines d'années.

## Débrayages dans les trésoreries de Saint-Paul et de Saint-Benoît

Lundi 15 et mardi 16 novembre, les agents des trésoreries des centres d'impôts de Saint-Paul et de Saint-Benoît ont débrayé pour dénoncer la réduction des effectifs et la dégradation des services aux usagers.

La fermeture programmée de nombreux points d'accueil (celle des trésoreries de Saint-Paul, Saint-Leu, Sainte-Suzanne et Saint-Joseph prévue pour janvier 2022) lésera au pre-

mier chef les personnes âgées, les illettrés (encore 100 000 dans l'île) et tous ceux qui n'ont pas les moyens de s'acheter un ordinateur. Elles les laissera sans interlocuteurs en cas de problèmes.

Et ce ne sont pas les « Maisons France Services » instituées par Macron qui seront en mesure de prendre le relais, car les permanences qui y seront tenues par le service des

Impôts ne se feront qu'à certaines dates et dans même pas la moitié des communes réunionnaises.

Le gouvernement ne vise en fait qu'à faire des économies sur le dos des travailleurs et des plus pauvres. La suppression des trésorerie entre dans ce cadre.

Seule la mobilisation des agents de cette administration et de la population pourra le mettre en échec.

# DANS LE MONDE

## GUADELOUPE

### La colère monte

Depuis lundi 15 novembre, le jour où les suspensions de travailleurs de santé refusant de se faire vacciner devaient entrer en application, des barages routiers ont été organisés en de nombreux points de la Guadeloupe.

Ces actions avaient été annoncées par le regroupement des syndicats et organisations politiques lors d'une conférence de presse vendredi 12 novembre. Ce que la presse locale appelle LKP est en fait le regroupement

de près d'une trentaine d'organisations syndicales et politiques, dont l'UGTG, FO, la CGTG, FSU, Combat ouvrier. Elles manifestent depuis la mi-juillet contre la loi du 5 août sur l'obligation vaccinale assortie de sanctions graves contre les travailleurs. Une partie des pompiers, eux aussi soumis à la loi du 5 août se sont joints depuis le début à la mobilisation. Ces organisations avaient appelé à la grève générale reconduc-

tible à partir du 15 novembre.

Samedi 13 novembre, ils étaient 2 000 à manifester et à bloquer les ronds-points de Perrin aux Abymes et le dernier rond-point avant l'accès à l'aéroport Pôle Caraïbes.

Une partie des travailleurs de la santé est en grève, dans une vingtaine d'hôpitaux et d'établissements. Les piquets de grève les plus importants sont ceux du CHU de Pointe-à-Pitre-Abymes et de l'hôpital de Basse-



Terre.

Dans l'hôtellerie, une centaine de travailleurs salariés des hôtels les plus importants de l'île ont élu un comité de lutte et sont prêts à entrer en grève si on leur impose le schéma vaccinal pour travailler. Ils se déclarent solidaires de ceux de la santé en lutte. Ils réclament aussi des augmentations de salaire face à la hausse des prix. Les travailleurs d'Arce-lormittal sont en grève depuis plus de deux mois contre un patron méprisant qu'ils ne supportent plus. Les pompistes de quelques stations-service ont fait grève le 15 novembre. Ils réclament le respect de leur convention collective en plus de l'arrêt des sanctions contre les travailleurs de la santé.

Les syndicats d'enseignants, en particulier la FSU, ont appelé à la grève à compter du mardi 16 novembre et à un rassemblement devant

le rectorat. Ils protestent contre les menaces de suspension visant certaines catégories de travailleurs : psychologues, et infirmiers et assistants scolaires.

Pour l'instant, la grève n'a touché que ces secteurs-là. Ce qui a été plus spectaculaire, ce sont les barrages routiers élevés par les différents syndicats et les échauffourées entre travailleurs et policiers sur les barrages. À Morne-à-l'Eau, sur leur piquet de grève et barrage, les pompiers ont braqué leur lance à incendie sur les forces de police lorsque ces dernières sont intervenues. Aux abords du piquet de grève de la clinique Espérance aux Abymes, la police est intervenue brutalement. Le délégué syndical CGTG de la clinique et un militant de l'UGTG ont été interpellés et devront comparaître en avril pour rébellion.

Mardi 16 novembre, très tôt le

matin, de nouveaux barrages ont été érigés, en divers lieux, notamment à Gosier devant le casino sur « la route des hôtels. » Les différents dirigeants syndicaux ont multiplié les appels à la grève générale et aux barrages contre les sanctions consécutives à la loi du 5 août, et aussi contre la hausse vertigineuse des prix de consommation courante et de l'essence. Certains d'entre eux réclament des augmentations des salaires, des pensions et des minima sociaux. D'autres appellent à bloquer toute l'île et en appellent à l'ensemble des travailleurs et de la population.

En menaçant de priver d'emploi et de salaires les travailleurs qui refusent de se faire vacciner, Macron et son gouvernement, commis des capitalistes, se sont comportés en incendiaires, provoquant la colère justifiée de milliers de travailleurs, vaccinés ou non.

## MARTINIQUE

### Première journée de grève générale

Plusieurs centaines de salariés ont répondu à l'appel à la grève générale lancé par deux centrales syndicales de Martinique, la CGTM et la CDMT, lundi 15 novembre, contre l'obligation vaccinale, le passe sanitaire et les sanctions visant les non-vaccinés.

Dimanche 14 novembre, les ministres des Outre-mer et de la Santé ont fait savoir qu'ils reportaient la date limite de la vaccination complète des soignants en Martinique au 31 décembre, date de la fin de l'état d'urgence sanitaire dans le territoire. Quant aux suspensions de contrats déjà mises en œuvre par certains employeurs zélés, elles sont annulées à compter du lundi 15 novembre. C'est un premier recul du gouvernement. Mais pour les soignants et ceux qui ne veulent pas être vaccinés, et plus généralement pour tous ceux qui, vaccinés ou non-vaccinés, refusent d'être mis au pas, ce recul est insuffisant.

Le gouvernement prétend appli-

quer les préconisations de sa délégation de médiateurs. Or, ces derniers sont restés quinze jours en Martinique sans jamais rencontrer les membres de l'intersyndicale. La réalité est que ce premier recul est le résultat des mobilisations et de la détermination des salariés : ceux des hôpitaux, des Ehpad, des aides à domicile, des employés de pharmacie, des pompiers, des infirmiers libéraux et de tous ceux qui, avec l'intersyndicale de la santé, ont soutenu leurs actions.

Le 15 novembre, des délégations de travailleurs, employés territoriaux, employés de pharmacie et autres, se sont donc retrouvées aux alentours de la Pointe-des-Grives et du port à Fort-de-France pour s'adresser aux dockers. D'autres ont fait le siège de l'Agence régionale de santé (ARS) située non loin. À ces manifestations se sont ajoutées celles des pompiers et de l'intersyndicale de la santé qui avaient aussi appelé à plusieurs opérations Molokoy (escargot) et à un rassemblement devant l'ARS. Lors de cette grève, au refus de l'autorita-

risme du gouvernement se sont ajoutées des revendications telles que l'augmentation des salaires pour faire face aux hausses de prix incessantes.

D'ores et déjà, les travailleurs et leurs syndicats, l'intersyndicale de la santé, les principales centrales syndicales de salariés et de nombreux syndicats professionnels tels que ceux des taxis collectifs, des artisans, ou encore des pêcheurs, ont décidé de déposer un nouveau préavis de grève générale à partir du 22 novembre. Ils sont décidés à organiser une riposte contre les effets néfastes de la loi sanitaire du 5 août.

Alors, si les mobilisations s'amplifient, si les salariés des autres secteurs, tous concernés aussi, rejoignent les travailleurs de la santé comme l'ont fait les employés territoriaux le 15 novembre, dans la lutte et par la grève, il est possible de transformer le recul du gouvernement en retrait définitif de ces mesures de mise au pas des travailleurs.

## MAYOTTE

### Fin de la départementalisation pas avant dix ans !

Les deux ministres de l'Outremer et de l'Intérieur Sébastien Lecornu et Gérard Darmanin, ont annoncé dans un article du journal Le Monde du 9 novembre dernier la fin du processus de départementalisation de Mayotte pour 2031. Cette échéance est jugée « raisonnable » par les deux ministres de Macron.

Il faudra donc attendre au mieux encore 10 ans avant que les Mahorais puissent prétendre au même montant du Smic, aux mêmes allocations sociales appliquées dans le reste de la France, soit 20 ans après l'acte de naissance du 101ème département français.

Le moins que l'on puisse dire

c'est que les gouvernements qui passent ne sont pas pressés de déboursier quelques malheureux sous supplémentaires pour rehausser un petit peu le niveau de vie des classes populaires mahoraises.

Mais département à part entière ne signifie pas pour autant développement du département le plus pauvre de France.

En effet, alors que partout ailleurs sur le territoire français l'État diminue ses investissements dans les services et infrastructures utiles à la population, il ne faut pas s'attendre à ce que ce gouvernement et ceux qui suivront, mettent l'argent nécessaire pour créer les hôpitaux, les écoles,

les logements, les routes en nombre suffisant ; pour amener l'eau potable dans chaque foyer mahorais ou encore réaliser les travaux d'assainissement.

Ce n'est pas ce machin baptisé « établissement public pour le Grand Mayotte » qui résoudra les problèmes cruciaux des travailleurs de Mayotte. Tout au plus, il créera ...des postes supplémentaires pour les notables et politiciens locaux.

Non. L'argent public, l'État le réserve pour arroser encore et encore les capitalistes de Mayotte et d'ailleurs.

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**

**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
Commission paritaire n°  
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282

